

L ' « armée des arbres » : la forêt dans les rêves et l'action des résistants du Vercors

Philippe Hanus

« Souviens-toi des veilles d'armes/Dans le secret des grands bois... » *Le chant des pionniers du Vercors*. Gaby Monnet et Benjamin Malossane

La Seconde Guerre mondiale constitue la dernière période de forte pression anthropique sur les forêts françaises, et en particulier sur celles des Alpes. L'amplitude spatiale et temporelle du conflit conduit en effet à une surexploitation des ressources forestières, causée par la crise de l'énergie pétrolière, les ponctions militaires allemandes, sans négliger les prélèvements opérés pour l'industrie, l'artisanat et les besoins de la population locale ou urbaine en bois de chauffage.

Sous l'Occupation les zones boisées de montagne vont servir de refuge à des groupes importants de réfractaires au STO, mais également de point d'ancrage aux maquis : Limousin, Margeride (Mont Mouchet), Gapençais (forêt de Boscodon), Jura. C'est cette fonction de protection jouée par la sylve – le manteau forestier permet de se réunir à l'abri des regards indiscrets – que disent ces mots du commissaire de la république Yves Farge : « *Dans la clairière d'un bois je délibérai avec les membres du Comité de Libération de l'Ain* ». Le Vercors n'est évidemment pas en reste, remarque Alain Leray, acteur majeur de la résistance militaire, qui insiste sur le rôle du couvert forestier dans la stratégie des forces de libération nationale : « *Le Vercors est un vaste espace de près de 170 000 hectares composé de forêts profondes, de plateaux étendus et de combes allongées où se logent de nombreux villages et hameaux (...) La guérilla pure, à la faveur de l'immense manteau forestier et des puissants accidents de terrain de ce massif karstique bénéficiait d'excellents atouts* ». Point de vue de stratège corroboré par celui d'une des missions anglaises de surveillance – « Union » – qui, en juin 1944, insiste sur la dimension sauvage du massif : « *Le plus grand des maquis qu'ils aient trouvé était le Vercors(...) une des plus vastes forêts qui soient dans l'Europe occidentale et où l'on disait encore qu'il y avait un ours !* »

Nous présenterons d'abord succinctement le contexte socio-économique dans lequel s'opère ce recours aux forêts, puis nous interrogerons plus précisément la genèse et le fonctionnement des camps de réfractaires avant de suivre les agissements de cette « armée des arbres ». Nous aborderons pour conclure la difficile période de la reconstruction du Vercors, au cours de laquelle des tensions se manifestent entre besoins locaux et enjeux nationaux concernant la ressource forestière.

Le recours aux forêts

Dans la France occupée, face à la pénurie de matière ligneuse on donne la priorité au « bois de boulanges », aux besoins domestiques et surtout aux carburants forestiers, dans la mesure où le pétrole est rendu inaccessible par le blocus anglais. Dès lors, le charbon de bois, rebaptisé « carburant national », apparaît comme le moins coûteux des substituts au gazole pour les véhicules.

La houille ayant été réquisitionnée par les chaudières d'outre-Rhin, son manque se fait cruellement sentir durant l'hiver 1941-42. En conséquence, le bois devient l'indispensable combustible d'appoint des foyers. Or, après prélèvement de contingents très importants pour la carbonisation, on ne dispose que de quantités réduites de bois de feu pour satisfaire les besoins des populations urbaines, sans compromettre l'approvisionnement des campagnes. A l'échelle de la région Rhône-Alpes, des priorités sont établies dans la destination des réserves de bois de

chauffage de la montagne pour les principales agglomérations : Lyon, Grenoble, Saint-Étienne et Valence. Dans le courant de l'hiver, la situation du chantier municipal d'approvisionnement de Grenoble étant alarmante, on en vient à réquisitionner des domaines privés de la Chartreuse et du Vercors.

Une grande agitation sous les arbres

Afin de mettre en œuvre son ambitieuse politique forestière, Vichy, en lien avec les industriels et marchands de bois, dépêche dans les forêts des cohortes d'ouvriers, issus d'horizons géographiques et sociaux variés pour aménager, repeupler et exploiter la sylve. Cette migration vers la forêt présente plusieurs avantages : en même temps que d'augmenter la production de bois, elle sert à occuper des jeunes hommes désœuvrés susceptibles de fomenter des troubles sociaux. L'administration poursuit donc la mise en œuvre de grands travaux forestiers de lutte contre le chômage – initiés durant la dépression économique de 1930 – notamment dans la forêt domaniale des Coulmes (Isère) où une cinquantaine d'ouvriers cuisent du charbon en 1941. Une organisation inédite, les Chantiers de la jeunesse, contribue également à canaliser les énergies dans des activités forestières. Nés de la défaite militaire française de 1940, les Chantiers ont vocation à remplacer le service militaire, désormais interdit par l'Occupant. L'activité principale du groupement « Vercors » fédérant quelque 1 200 hommes dans différents camps autour du Villard-de-Lans, consiste en opérations de forestage et aménagement de pistes, accompagnées d'exercices physiques ou d'édification morale.

Des migrants économiques italiens de Lombardie et du Veneto, mais aussi des réfugiés politiques de toute l'Europe -Allemands, Tchèques, Espagnols- opposés à la montée des états fascistes vont également travailler dans les forêts du Vercors au sein notamment des Groupements de travailleurs étrangers. Réquisitionnés en France au titre de la loi sur l'organisation de la main-d'œuvre en temps de guerre, des Indochinois sont affectés à des chantiers forestiers dans le Diois, les Monts du matin ainsi qu'en forêt de Lente en 1941 et 1942.

Réfractaires et combattants dans la forêt

L'instauration du STO, le 16 février 1943, contraint les jeunes gens au travail en Allemagne. Pour lui échapper on se met hors la loi. Devenir réfractaire, cela signifie renoncer à son identité sociale et trouver les moyens de sa survie. La nuit, on se cache dans une grange isolée ou une cabane forestière et, le jour, on s'occupe à divers travaux. Les premiers requis vont donc pouvoir trouver dans les chantiers en montagne des endroits où se terrer sans attirer la suspicion.

C'est dans le domaine sylvo-pastoral d'Ambel (Drôme) qu'est organisé le premier camp de réfractaires du Vercors, le 19 décembre 1942. André Glaudas et Victor Huillier, propriétaires de la coupe de bois, organisent aussitôt l'intégration des jeunes recrues dans ce chantier passé à la postérité sous l'appellation « C 1 ». C'est ainsi que dès le 6 janvier 1943, un groupe de cheminots de Grenoble rejoint Ambel. En février, ils sont déjà quatre-vingt-cinq sur ce site placé sous la direction de M. Bourdeaux, « Fayard » dans la Résistance. Aux beaux jours, les ouvriers professionnels de l'entreprise rejoignent les réfractaires à qui ils apprennent les rudiments du métier. Les effectifs ne cessant de croître, on est obligé d'installer ces hommes dans des baraquements de bois édifiés à la hâte au lieu-dit « Saut de la Truite », d'où part un câble transportant les billes de bois dans la vallée. Les Allemands rachètent la coupe d'Ambel le 13 février 1944 ; aussi cette exploitation, noyautée par le maquis, devient-elle paradoxalement une activité au service de l'occupant. Lorsque les chutes de neige interdisent le travail en montagne, on transporte les bûcherons dans une usine de conditionnement du bois jouxtant la gare de Saint-

Hilaire-du-Rosier (Drôme), dont ils sabotent régulièrement la production.

L'engagement des forestiers

Forts du succès de cette entreprise, les responsables de la Résistance installent une dizaine d'autres camps sur l'ensemble du territoire du Vercors. On recherche en priorité les baraques de bûcherons, les granges isolées, mais aussi les maisons forestières grâce à l'implication du personnel des Eaux et Forêts, notamment de l'inspecteur Remi Bayle de Jessé (1910-1955) – quelque peu oublié de la geste mémorielle – comme le rappelle sa nécrologie : « *Son affectation en 1941 au cantonnement de Villard-de-Lans dans l'Isère va lui permettre de jouer un rôle de premier plan dans la lutte pour la libération de notre pays. C'est dans les sauvages forêts de son cantonnement qu'avec son actif concours se constitua l'héroïque maquis du Vercors. En février 1943, il fit partie du Comité de cinq membres qui organisa sous l'autorité du général Delestraint (...) le premier groupe clandestin du Vercors. Il se dépense sans compter, au mépris des plus graves dangers pour organiser le ravitaillement du plateau, fournir les véhicules, les explosifs nécessaires (un dépôt de six tonnes de dynamite) (...) Arrêté le 29 mai 1943 (...) il fut déporté en Italie au bagne de Fossano, où il eut à supporter de terribles souffrances physiques et morales* ». Bayle parvient à s'évader le 11 septembre 1943 puis à regagner la France où il vit dans la clandestinité. Il rejoint alors les groupes de résistance de Saint-Marcellin et participe à la bataille du Vercors de l'été 1944. Son ami Pierre Dalloz – théoricien du célèbre projet géostratégique « Montagnards » – rappelle que par son intermédiaire ils ont pu bénéficier de « *la complicité de presque tous les gardes forestiers de la région de Villard-de-Lans* ». D'autres témoins, comme Gaston Gelly, insistent sur l'engagement indéfectible du personnel des Eaux et Forêts au côté des maquisards : « *ils participaient au ravitaillement, quand ils montaient(...)* D'ailleurs les Allemands s'en étaient bien aperçus, puisque toutes les maisons forestières ont été détruites. »

Apprentissage de la vie d'homme des bois

Les jeunes gens du maquis font l'expérience d'une vie ascétique en forêt : temps long de l'attente, mais aussi et surtout apprentissage d'une vie d'homme des bois. Les maquisards en effet ne sont pas tous – loin s'en faut – issus du monde rural. Des ouvriers, des intellectuels, des artistes (comme le peintre franc-comtois Pierre Bichet réfractaire à Malleval), s'exercent alors au maniement de la hache pour les nécessités de la vie quotidienne, comme ceux du Camp 3 d'Autrans : « *Avec la complicité du garde forestier, nous sélectionnons les arbres à abattre (...) La nature environnante, complice elle aussi, nous offre, mélangé au sapin, le bois de hêtre propre à la consommation sans séchage prolongé. Armée de cognées, de scies et de passe-partout, une équipe descend désormais chaque jour s'initier utilement au dur labeur des bûcherons (...) Pendant ce temps, une équipe de « menuisiers » s'active à aménager l'intérieur de la baraque forestière à l'aide de planches fournies par la scierie Barnier* ».

Sans le mutisme et le soutien actif d'une majeure partie des riverains et des travailleurs de la forêt, les réfractaires n'auraient pu demeurer longtemps à l'abri dans les bois. Une des icônes de la Résistance en Vercors, Fabien Rey, dit « Marseille », braconnier connaissant le moindre recoin de forêt, ne ménage pas sa peine pour pourvoir aux besoins de ses protégés. Certains travailleurs de la forêt italiens épaulent également les maquisards dans les moments difficiles.

Si la plupart du temps les chantiers en forêt offrent une parade aux investigations de la gendarmerie, il arrive néanmoins que certains d'entre eux apparaissent comme suspects aux yeux de l'armée italienne ou de la Milice. Malgré ces difficultés de tous ordres, les recrues du maquis témoignent fièrement d'une liberté retrouvée à la barbe de la dictature, d'où les fréquentes

allusions à la figure des grands ancêtres : Mandrin, Robin des bois qui renvoient à l'imaginaire du « bandit social ».

L'armée des arbres

En Vercors, dans le courant de l'année 1943, l'état-major de la Résistance procède à l'institutionnalisation et à la militarisation des maquis que rejoignent des évadés des Chantiers de la jeunesse ou des Groupements de travailleurs étrangers, sans oublier des soldats italiens en déroute à l'automne 1943. Il s'agit dès lors de transformer les réfractaires en combattants en structurant quelque peu la vie des camps. Contrairement aux idées reçues, le maquis combattant n'est pas la résultante mécanique du STO, dans la mesure où, au niveau national, seulement 10 à 20 % des réfractaires intégreront des unités combattantes.

De janvier à juin 1944, le chef militaire Narcisse Geyer poursuit dans la voie de la formation militaire des maquis, malgré des tensions avec les autorités civiles et quelques frictions avec la population. Dans la perspective de l'action combattante, la vie du camp s'organise au rythme de la levée des couleurs, de l'apprentissage du maniement des armes, des « coups de main » dans les villages à la recherche de ravitaillement, sans oublier des temps de formation intellectuelle et politique. Le maquisard devient ainsi progressivement un combattant clandestin de la forêt susceptible de s'engager dans l'action immédiate de type guérilla : embuscades, attaques rapides, repli immédiat sous le couvert végétal.

Été 1944 : survivre en forêt

Dans l'enthousiasme du débarquement de Normandie le 6 juin 1944, on assiste à la montée au Vercors de nouvelles recrues inexpérimentées. Les volontaires nombreux - portant les effectifs de la Résistance à environ 4 000 hommes - rejoignent les maquis en quelques jours, nourrissant l'espoir de tenir cette région libérée où l'on a restauré la République. Brisant en quelques jours le rêve des résistants, la *Wehrmacht*, forte de quelque 10 000 hommes expérimentés, prend le contrôle de l'ensemble du Vercors fin juillet. Le 23 juillet, les responsables du maquis ordonnent à tous les combattants de se disperser. Les seules zones de repli possible se situent dans la haute chaîne orientale ou dans les forêts de la façade occidentale du massif qui domine le Royans : « *Dirigé par un officier le groupe de trente hommes dont je faisais partie s'enfonça alors dans les bois. C'était très dangereux, nous marchions à l'aveuglette dans la forêt, minée par le maquis, notre groupe ignorant où avaient été placées les mines. Nous poussions devant nous une malheureuse chèvre sur les sentiers afin qu'elle saute si elle marchait sur une mine. Et elle a sauté.* » Les populations riveraines sont elles aussi contraintes de se réfugier en forêt : « *Du 14 au 24 juillet nous vivons dans les bois en grande partie.* » Cette phrase extraite du journal de Jeanne Barbier, institutrice de Vassieux, résume la situation des habitants et résistants du Vercors au cours de l'été 1944. À partir du moment où les Allemands prennent d'assaut la « Citadelle », des fuyards se tapissent dans l'ombre protectrice des grands arbres. Nombre d'entre eux se souviennent avoir erré « *seuls dans la grande forêt* », à la recherche de leur campement : « *Il est 3 heures du matin, on se traîne. On avance pas à pas. Par moment la tête tourne. Il faut se cramponner à un arbrisseau, à un arbre pour ne pas tomber. Les armes pèsent un poids effrayant... On trébuche contre les souches et les racines qui encombrant le sous-bois* ». Joseph Kessel relate en des termes similaires les errances du capitaine Conus entre Saint-Martin-en-Vercors, le pas de l'Âne et le pas de la Balme : « *Au milieu de la nuit les maquisards par chance, tombèrent sur une cabane de bûcherons. Ils s'y réfugièrent. L'espace était si réduit que les sept hommes harassés, trempés, ne purent même pas s'allonger et restèrent assis sur le sol, serrés les uns contre les autres. Ils repartirent avant le jour. Cette fois ils avaient pour guide les bûcherons* »

de la cabane ».

La difficile reconstruction du Vercors

Au sortir de la guerre, force est de constater la dégradation écologique de la forêt française. Les photos aériennes de la campagne de 1948 attestent de l'impact de telles destructions sur le couvert végétal du Vercors. À l'instar des autres puissances européennes, la France est meurtrie et les pénuries de divers matériaux se font sentir des années durant, aussi bien pour le bois à destination des industries (papeterie, tannerie) que pour les besoins de la population. Dans ce contexte, d'innombrables réclamations surgissent dès l'automne 1944 de la part des mairies ou des propriétaires forestiers qui ont pour origine la carence des services de distribution, ainsi que le montre ce rapport d'un forestier de l'Isère du 23 novembre 1944 : *« les communes n'ont pas de bois, alors que les approvisionnements auraient dû être prévus depuis longtemps ; les foyers domestiques dépourvus de combustible sont alarmés, les maires, pour parer au plus pressé, se croient autorisés à procéder, sans autre souci que celui de satisfaire les besoins justifiés, à des réquisitions de bois sur pied (...) ouvrant la porte à de graves difficultés »* .

Dans le Vercors, aux routes, ponts, voies ferrées, s'ajoute la destruction des fermes isolées, des villages, ainsi que le pillage du cheptel et des denrées agricoles par l'armée allemande. Le commissariat de la Reconstruction de Valence constate en novembre 1944 que la presque totalité des usines et scieries du Vercors ont en effet été incendiées par les Allemands. Il est alors envisagé de réquisitionner les usines de la vallée, comme la grande scierie Fromant de Saint-Hillaire-du-Rozier qui *« a travaillé à peu près exclusivement pour les Allemands pendant toute leur présence en France »*. Les premiers baraquements de bois sont édifiés à Vassieux en septembre 1944. C'est d'abord une cantine qui accueille les ouvriers du chantier de reconstruction, puis une épicerie provisoire et enfin l'école qui ouvre en décembre. Paul Jansen se souvient que *« de véritables villages en bois sortirent de terre... 120 baraquements »*. Les travaux de la reconstruction sont majoritairement réalisés par quelques 200 prisonniers de guerre allemands et des migrants italiens affectés en particulier aux chantiers de La Chapelle-en-Vercors, Saint-Agnan, Saint-Nizier ou Vassieux mais aussi dans le Royans. Ces travaux sont rendus possibles notamment grâce au *« don suisse pour les victimes de guerre »* qui fait parvenir du bois d'ouvrage, du bétail et du matériel agricole.

Dans cette France à rebâtir, des conflits apparaissent bien vite entre réalités locales et enjeux nationaux. Bien que le martyre de la population soit désormais reconnu par les instances officielles, le Comité d'aide à la reconstruction du Vercors, piloté par Gaston Boissière, découvre avec stupeur que des prélèvements massifs de bois de papeterie sont effectués sur son territoire : *« Étant donné la situation toute particulière du VERCORS (en lettres capitales), il serait (...) nécessaire dans la période actuelle que l'exploitation des bois soit réservée pour les seuls usages du VERCORS. Depuis les Événements du Vercors, il est à signaler que les habitants n'ont pu procéder à leurs approvisionnements en bois de chauffage et que tout leur temps va être employé à cet effet »*. Dans le courrier de réponse du directeur général des Eaux et Forêts, on peut lire ceci : *« le Comité d'aide à la Reconstruction du Vercors s'est de lui-même opposé à ce que les impositions de papeterie soient fournies aux usines (...) Je dois faire remarquer à ce propos combien il est regrettable que les décisions de ce genre soient prises par des particuliers ou des organismes qui n'ont pas une vue suffisante de l'ensemble des problèmes et qui, souvent, sans s'en rendre compte, font le jeu d'intérêts particuliers »*. Il précise ensuite que l'exploitation et la

transformation de la matière ligneuse font vivre quelque 65 000 employeurs et 200 000 ouvriers dans l'Hexagone. À la lecture de cette correspondance, on comprend bien que les revendications des populations du Vercors apparaissent comme dérisoires face aux enjeux de l'économie nationale et du pouvoir d'état. Si nombre de particuliers, dauphinois ou étrangers à la région, se sont mobilisés pendant la guerre pour devenir ouvriers forestiers, ils abandonnent aussitôt le métier une fois la tourmente passée. Bientôt, au côté de rares exploitants locaux, seuls les prisonniers de guerre des forces de l'Axe et les spécialistes italiens œuvrent dans la forêt, relayés par des équipes plus modestes de bûcherons d'Europe de l'Est.

À la fin de la guerre, le patrimoine forestier national ayant été très appauvri, on met sur pied une ambitieuse politique de restauration forestière, dont le Fonds Forestier National sera un des éléments phares.

Bibliographie et sources :

- Jacques Canaud, *Le temps des maquis. De la vie dans les bois à la reconquête des cités. 1943-1944*, Précyc-sous-Thil, Ed. de l'Armançon, 2003.
- Laurent Douzou, « La Résistance et le monde rural : entre histoire et mémoire », *Ruralia*, [En ligne], 04 | 1999, mis en ligne le 01 janvier 2003, consulté le 25 septembre 2012. URL : <http://ruralia.revues.org/88>.
- Jean-Marie Guillon, « Le maquis. Une résurgence du banditisme social ? », *Provence historique*, n° 37, 1987, pp. 57-67.
- Philippe Hanus, *L'appel des Coulmes, Histoire d'une forêt du Vercors*, Grenoble, Patrimoine en Isère, 2007.
- Philippe Hanus, Gilles Vergnon (dir.), *Vercors. Résistance en résonances*, Paris, L'Harmattan, 2008.
- Philippe Hanus, Laure Teulières (dir.), *Vercors des mille chemins. Figures de l'étranger en temps de guerre*. Rochechinard, Un comptoir d'édition, 2013.
- Henri Roderick Kedward, *A la recherche du maquis. La Résistance dans la France du Sud*, Paris, Cerf, 1999.
- François Marcot, « La forêt sous l'occupation », in P. Gresser, A. Robert, C. Royer F. Vion-Delphin (dir.) *Les hommes et la forêt en Franche Comté*, Paris, Bonneton, 1990.
- Chris Pearson, « L'âge du bois : les forêts françaises pendant la Seconde Guerre mondiale », *Revue forestière française*, LIX, 4/2007, pp. 393-416.
- Chris Pearson, Bruno Poncharal « La politique environnementale de Vichy », *Vingtième siècle*, n° 113, 2012, pp. 41-50.
- Anne Sgard, *Paysages du Vercors, entre mémoire et identité*, hors série de la *Revue de Géographie Alpine*, 1997.
- Gilles Vergnon, *Le Vercors, histoire et mémoire d'un maquis*, Paris, l'Atelier, 2002.
- Jean Vigreux, « L'image du maquisard, un clandestin en forêt : histoire et mémoire » in *La forêt dans tous ses états de la Préhistoire à nos jours*. Actes du colloque de l'Association interuniversitaire de l'Est, Dijon (16-17/11/ 2001), Besançon, Presses Universitaires de Franche Comté, 2005, pp. 317-328.